

# EDITION SPECIALE



de  
**STANLEYVILLE à KOUWÉZI**



*Passés sans joie du nationalisme  
au marxisme militant,*

LES «KATANGAIS» DE NATANAËL BUMBA N'ONT QU'UN OBJECTIF:

## RENVERSER MOBUTU



Depuis les émeutes de Léopoldville en 1959, tous les observateurs lucides acquièrent la conviction que l'enfantement de la République Indépendante du Congo se ferait dans la douleur. Outre les manœuvres partisans de quelques politiciens et syndicalistes en délire, deux thèses se trouvaient en présence: un état unitaire et fortement centralisé ou la création d'une constellation de petits états fédérés.

### LE REVE SECESSIONNISTE

Patrice Lumumba vint aux affaires et le premier juillet 1960 naquit une république congolaise dans laquelle un certain nombre d'ethnies et de régions ne se reconnurent pas. Moïse Tshombe fit sécession et proclama unilatéralement l'indépendance de l'Etat Katangais.

Albert Kalondji, l'inénarrable «roi Albert», ne tarda pas de faire de même pour le Kasai tandis qu'Antoine Gizenga s'agitait beaucoup à Stanleyville. Un malentendu, mais de taille, mit le feu aux poudres. Le général Jansens, ex-commandant de la Force Publique, gracieusement prêté au gouvernement Congolais pour assurer l'intérim fut expulsé. Un certain nombre de cadres européens, de l'administration et de l'armée abandonnèrent leurs postes dès les premiers incidents graves plongeant le Congo dans une indescriptible anarchie.

Les paras et l'armée métropolitaine intervinrent une première fois, tandis qu'un certain nombre de militaires et de fonctionnaires de l'administration coloniale se mettaient «spontanément», mais sur ordre, au service du Katanga. L'appel de Lumumba aux forces de l'ONU ne fit que précipiter les choses. Un mois après son indépendance le Congo était totalement ingouvernable. Les intrigues, les complots, les manœuvres en coulisse se multiplièrent de plus belle. On vint débarquer à Léo, Stan ou E'ville avec des barbouzes de tous poils et des commissionnaires des causes les plus obs-



**Natanaël Bumba et quelques-uns de ses hommes. Avant de devenir le patron des célèbres «commandos flèches noires», Bumba fut commissaire de police adjoint à Kolwezi.**

cures et les plus farfelues. Personne, jamais, ne dressa un bilan exact des morts qui tombèrent au cours de ces premiers mois. ni des haines patiemment accumulées et qui éclateraient à la première occasion.

Pendant deux ans, le monde entier garda les yeux braqués sur ce Katanga qui, grâce aux royalties versées par les grandes sociétés internationales pouvait se payer le luxe d'entretenir une poignée de mercenaires capable de ridiculiser les troupes de l'ONU et de briser en échec les milliers de valeureux combattants de l'Armée Nationale Congolaise. En 1963, sans que la guerre ait été vraiment perdue sur le terrain, Moïse Tshombe décida de mettre un point final à l'aventure Katangaise. Les mercenaires blancs furent rapatriés dans leurs pays d'origine après avoir fait une dernière fois la nique aux onusiens. Mais personne ne sembla se préoccuper des combattants noirs de la déjà célèbre gendarmerie katangaise. Mis en demi-solde ou renvoyés dans leurs foyers, ils comprirent très rapidement que le régime en place à Léo ne les portait pas dans son cœur. Bon nombre d'entre eux prirent le chemin de l'exil. N'ayant pas, comme Moïse Tshombe, les moyens de s'offrir une retraite dorée à Bruxelles ou à Madrid, ils traversèrent la frontière et se retrouvèrent pour la première fois en Angola. Dire qu'à cette époque les Portugais les accueillirent à bras ouvert serait tout

bonnement nier la vérité. Les autorités de Loanda se contentèrent de les désarmer et de les parquer dans des camps proches de la frontière.

## LE RETOUR TRIOMPHAL

1964. Le Congo flambe à nouveau, mais il ne s'agit plus cette fois d'une tentative de sécession. Gbenie, Soumialot et Mulele écartés du pouvoir par Kasavubu, auprès de qui le colonel Joseph Désiré Mobutu semble prendre de plus en plus d'importance, décident de lancer une révolution d'inspiration marxiste et créent la République Populaire du Congo. Le Kwilu devient bientôt un véritable coupe gorge où une administration ubuesque, hâtivement mise en place, fait régner la terreur au sein des populations dont le seul défoulement consistera de temps à autre à participer aux pillages.

Comme toujours en pareil cas quelques doux rêveurs dont l'âme se pâme d'aise dès qu'elle entend le mot progressisme prennent fait et cause pour les rebelles. A les entendre, Gbenie et consort, imprégnés de la pensée de feu-Lumumba, n'ont qu'un but: libérer définitivement le Congo de toute emprise néo-colonialiste. Mille ans de bonheur collectiviste se dessinent à l'horizon. Deux ans de massacres, de viols, de pillages et d'horreur en tout

genre ne les feront hélas pas changer d'avis.

La rage au cœur le colonel Mobutu, grand patron de l'ANC dont la seule stratégie semble être le replis précipité dès qu'on annonce la possibilité de l'arrivée d'une bande de belles armées de quelques fusils hétéroclites et puissamment protégés par leur grigri, le colonel Mobutu donc, se voit obligé de faire appel à l'aide étrangère, c'est-à-dire l'assistance technique militaire belge et à la seule force combattante qui paraisse homogène: la gendarmerie Katangaise. Tshombe est rappelé de sa retraite madrilène et nommé premier ministre.

Les ambassades du Congo se transforment en officine de recrutement de mercenaires dont les premiers, venus d'Afrique du Sud débarquent déjà à Léopoldville. Moïse Tshombe fait une entrée très remarquée à Kolwezi au milieu de ses fidèles gendarmes Katangais.

Pour ces derniers, l'heure de gloire a sonné. Pratiquement chassés du pays, la population du Katanga les accueille comme des libérateurs.

Leur euphorie sera de courte durée. Dès la fin de la rébellion, on veut les intégrer dans l'armée nationale qu'ils ont si longtemps combattue. Les heurts et les frictions ne tardent pas et bientôt une partie d'entre eux reprend à nouveau le chemin de l'exil.



## LA FOLLE EQUIPEE DE BUKAVU

De son côté, Moïse Tshombé est renvoyé à ses spéculations immobilières en Espagne. Quelques centaines de gendarmes Katangais, auxquels se sont ralliés d'anciens Simbas, encadrés par des mercenaires européens entreprennent de pacifier le Kivu et la Province Orientale.

Mobutu qui vient de réussir son coup d'état les laisse faire. Il a provisoirement encore besoin d'eux. Mais en 1967, désireux de faire bonne figure à l'assemblée générale de l'OUA qui doit se tenir à Kinshasa, il décide de se séparer des mercenaires par trop encombrants.

N'osant les attaquer de face, il essaiera de les diviser. Sans autre succès que de les voir se révolter sous la conduite des « colonels » Schramme et Denard. C'est la folle équipée de Bukavu qui commence et à laquelle les colonels katangais Ferdinand Tshipola et Léonard Monga tenteront assez vainement de donner une orientation politique.

Depuis la sécession de 1960, le gouvernement central de Kinshasa traita les habitants du Katanga, devenu Shaba sous prétexte d'authenticité, comme des citoyens de seconde zone. Après la mutinerie des bataillons katangais de Stanley-

▲ Bob Denard, un tempérament de condottiere mais un piètre stratège.

Quant aux européens habitant loin des villes, il fallut aller les chercher un à un. Pendant deux mois les groupes de mercenaires continuèrent le combat contre les bandes de rebelles mulelistes.



ville (rebaptisée Kisangani) et la participation d'un millier d'entre eux à l'aventure Schramme, les rescapés furent massacrés quand ils ne connurent pas un sort pire encore en subissant la mort lente dans l'ancien centre d'entraînement d'Irebu, près du lac Tumba qui fut, pour la circonstance aménagé en camp de concentration et d'extermination. Les hommes de Schramme, et sur les pressions de ce dernier, contrairement à ce qu'il raconte dans son «Bataillon Léopard», revinrent au Zaïre, fort de la promesse d'amnistie faite par Mobutu à Diallo Telli, secrétaire général de l'OUA à l'époque. Ce dernier confiait, quelques jours avant l'opération de retour au Zaïre à Gervais Bahizi, ambassadeur du Zaïre à Lagos, lui-même d'origine katangaise, qu'il espérait bien que ses compatriotes ne seraient pas dupes. Bon nombre d'entre eux le furent cependant. Les rescapés reprirent, certains pour la troisième fois, la direction de l'Angola. Ils y retrouvèrent les hommes de Denard, sur lesquels les assiégés de Bukavu avaient fondés de chimériques espoirs.

## LES COMMANDOS « FLECHES NOIRES »

Comme les pays voisins (Rwanda et Burundi) avaient acquiescé au désir exprimé par Mobutu de lui livrer tout réfugié politique congolais et que le monde occidental se désintéressait ostensiblement de leur sort, («Business is business») est sans doute l'un des seuls slogans que l'Union Minière, devenue Gécamine, n'ait jamais renié, l'Angola restait le seul refuge possible pour échapper à la vindicte du président Mobutu Sese Seko.

Les Portugais, une fois de plus leur tendirent la main, mais, n'ayant plus cette fois l'espoir de les voir rentrer chez eux à bref ou moyen terme, décidèrent de leur proposer un marché. L'asile leur serait accordé en échange d'une collaboration dans la lutte contre les mouvements de guerrilla qui commençaient à prendre de plus en plus d'ampleur. Les Katangais, politiquement neutres et habitués à un encadrement européen acceptèrent. Et l'on vit les célèbres commandos «Flèches Noires» faire la chasse aux rebelles du F.N.L.A. d'Holden Roberto, du M.P.L.A. d'Agostinho Neto et à l'UNITA de Jonas Savimbi. La révolution des œillets en avril 1975 à Lisbonne remit tout en question. L'armée africaine lassée d'une lutte qu'elle savait perdue d'avance venait de mettre un terme à quarante ans de dictature salazariste, avec à la clef la pro-



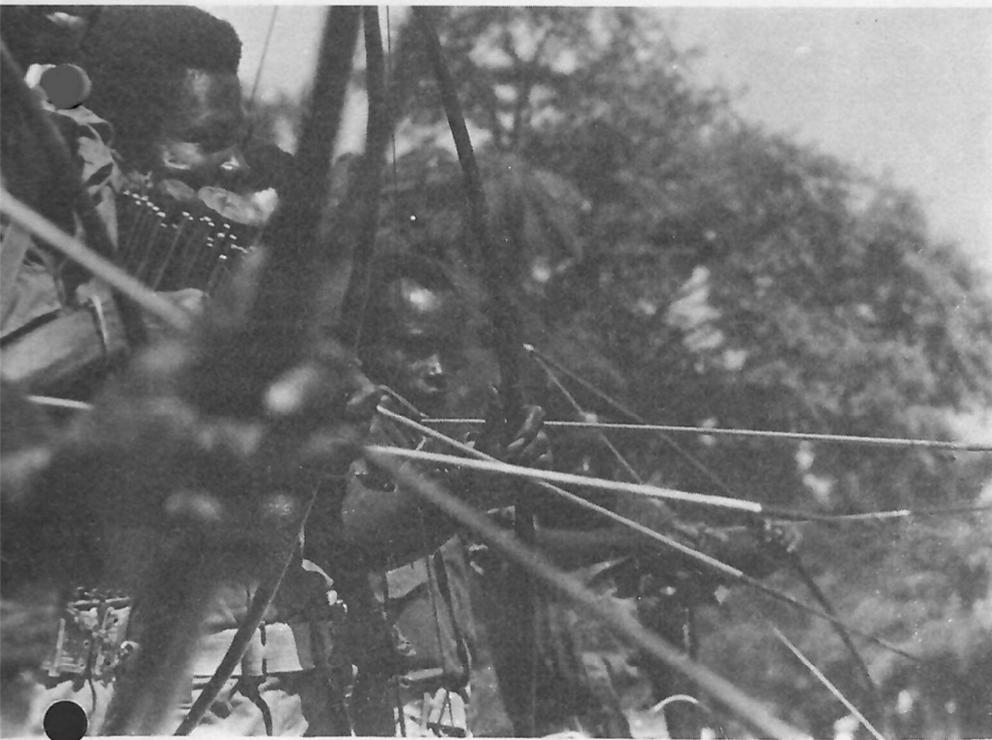
Schramme et Denard revinrent en 1964 avec ce qui restait des gendarmes Katangais réfugiés depuis 1963 en Angola.





Les troupes Zaïroise sur le front; à 32 km de Mutshasha qui, le 24 avril 1977 était toujours aux mains des Katangais.





Devant les médiocres résultats de ses parachutistes, Mobutu décide, en 1977, d'utiliser son «arme secrète», des pygmées armés d'arcs et de flèches. Il participèrent à la reprise de Kasaji.



messe de donner le plus rapidement leur indépendance au Mozambique; à la Guinée Bissau et à l'Angola. Pour ce dernier pays la date du décrochage fut fixée au 11 novembre 1975. Cela laissait fort peu de temps au Katangais commandés depuis peu par un ancien sous-commissaire de police de Kolwezi: Nathanaël Bumba. Ayant indistinctement combattu les trois mouvements de libération, leur choix final pour le MPLA, de tendance marxiste, du Dr Neto est facile à comprendre. Une alliance avec le FNLA de Roberto, beau-frère de Mobutu, officiellement soutenu par Kinshasa était exclue d'office. C'eut été pour eux un véritable suicide. Savimbi fut également écarté Bien que bénéficiant du soutien de la Chine, le leader de l'Unita, qu'en septembre 1975 on donnait encore gagnant à Lisbonne, se rapprochait de plus en plus de l'Afrique du Sud. Or, comme la RSA, pour des raisons économiques et politiques évidentes, ne semble rien devoir refuser à Mobutu, les Katangais pouvaient craindre le pire d'une telle alliance. Ne restait donc plus que le MPLA d'Agostinho Neto. Les positions de ce dernier étaient en effet totalement inconciliables avec la politique Zaïroise.

## LA REPRISE EN MAIN

Neto comprit immédiatement le profit qu'il pouvait tirer de cette force évaluée à quelque huit mille hommes, puissamment armés et bien entraînés. Il n'eut d'ailleurs pas à le regretter car ce furent les Katangais qui lui permi-

rent, en attendant la relève cubaine, de ne pas perdre la bataille de Loanda. En remerciement des services rendus et en opposition totale avec les accords signés avec Mobutu à Brazzaville. Neto leur laissa leur armement et leur confia la garde des provinces frontalières avec le Zaïre. Momentanément démobilisés, les Katangas de Bumba, promu général, se transformèrent l'espace de quelques mois en agriculteurs. Mais l'inaction leur pesa très rapidement et ils se souvinrent qu'ils n'étaient finalement que des réfugiés en terre étrangère. Nombre de jeunes n'avaient jamais vu ce Katanga dont leurs parents leur parlaient comme d'une terre promise et rêvaient de revanche. Au cours d'un entretien téléphonique, alors qu'il se trouvait à Loanda, le général Bumba nous confiait, au mois de mai 1976 que ses jeunes officiers n'avaient qu'une idée en tête: chasser Mobutu du Congo. Et le plus tôt serait le mieux. Un semblant de programme politique fut confectionné à la hâte. Les anciens commandos flèches noires se transformèrent en Front de Libération Nationale du Congo.

La fièvre s'empara de tous les opposants extérieurs au régime Zaïrois. Chacun se prétendit le représentant de l'aile politique d'un mouvement dont le F.N.L.C. de Mumba était la branche militaire. Agostinho Neto se laissa piéger par tout ce verbiage et les principaux leaders de l'opposition extérieure furent invités en Angola à rencontrer Mumba en janvier 1976. Mais de ces rencontres, il ne sortit rien de concret. Très rapidement le ton changea. Le vocabulaire de FNLC avec lequel les contacts devinrent de plus en plus rares pour cesser complètement d'exister depuis plus d'un an, vira au marxisme militant. Une reprise en main était en train de s'opérer, soit par les services angolais, soit par les Cubains. Aucun journaliste sérieux ne reçut l'autorisation de se rendre sur le terrain et l'on put croire un instant que l'aventure de ceux que l'on persistait à qualifier de gendarmes katangais venait de connaître son point final.

Puis, l'an dernier, ce fut la soudaine attaque de Dilolo, Mutshasha, Kapanga. La menace directe sur Kolwezi qui fut atteinte par l'avant garde des «Katangais» qui se replièrent sagement dès l'arrivée des premiers détachements marocains.

A Bruxelles, Paris, de soit-disants représentants du F.L.N.C. tinrent des conférences de presse et publièrent des communiqués dont le seul contenu était l'expression de leurs propres phantasmes. A Kinshasa, on



En 1977 les Marocains sont immédiatement arrivés à la rescousse. Débarqués à Kolwezi, leur premier objectif fut la reprise de Mutshasha.





Cet homme a été assassiné simplement parce qu'il était blanc.

exhiba deux prisonniers dont la prestation ne convainquit personne. Les agresseurs, après avoir établi l'incapacité des FAZ à faire face efficacement à une invasion du Shaba s'étaient littéralement évanouis dans la nature. On parla de maquis, d'embryon de guerrillas, de démobilisation sur place et de pénétration de la population.

Mais une fois de plus aucun observateur étranger impartial ne les rencontra. Les Mobutistes applaudirent les exploits guerriers des Faz, appuyés par les Marocains du colonel Dlimi transportés par les avions français. Les autres se contentèrent de hausser les épaules.

Petit à petit cependant, la vérité se fit jour. Les assaillants qu'on avait d'abord évalué à 5 000 hommes au moins ne devinrent plus, au fil des jours que quatre ou cinq cents hommes sans armement lourd, venus à pied d'Angola et repartis de la même manière.

Certains se demandèrent même s'il ne s'agissait pas d'une simple manœuvre de diversion destinée à pousser Mobutu à dégarnir la frontière angolaise face au Kwilu. Pour d'autres, il s'agissait d'un test destiné à évaluer

d'une part la combativité des FAZ et d'autre part à sonder la volonté d'intervention des puissances occidentales. Dans cette hypothèse, parfaitement plausible, les Katangais se seraient repliés après avoir obtenu la réponse aux questions qu'ils se posaient.

## DEMAIN TOUT RECOMMENCERA

Au Zaïre, Mobutu profita de l'occasion pour épurer les FAZ et une partie de l'administration. Mais un malaise subsista. La situation économique du Zaïre, déjà vacillante, empirait de jour en jour. Les pénuries et les rationnements devenaient monnaie courante. Des incidents sanglants éclatèrent au Kwilu, province d'où avait démarré la rébellion de 1964. On découvrit des complots. Kinshasa fut le théâtre d'un procès fleuve qui se termina par 14 exécutions. Des missionnaires de Bandundu parlèrent d'une répression sauvage des FAZ suite à un début d'émeute dans la région d'Idiofa.

Ce furent enfin les événements de ces dernières semaines au Shaba. La

prise de Kolwezi par les envahisseurs nettement mieux organisés que l'an dernier. Des exécutions froidement organisées, puis simultanément à l'annonce d'une intervention franco-belge la pagaille et l'horreur. Plus de deux cents européens massacrés, du côté zaïrois le bilan est bien plus lourd encore. Les installations minières de Kolwezi immobilisées pour un temps indéterminé. La preuve de l'impuissance des FAZ à assumer les tâches qui leur incombent. Sans compter la déliquescence d'un régime que l'Occident continue, du bout des doigts, à soutenir faute de pouvoir lui substituer un autre type de gouvernement.

Dans quelques jours, quelques semaines tout au plus les coopérants repartiront au Shaba. Le cuivre et le cobalt seront à nouveau extraits des mines. Le président Mobutu, en attendant l'hypothétique mise en place d'une force armée inter-africaine a promis d'établir un no man's land de cent kilomètres entre les frontières angolaises et zambiennes et les premières zones habitées du Shaba. Une telle mesure paraît tout bonnement ridicule. Qui contrôlera cette zone? Qui empêchera les rebelles de s'y promener comme chez eux, voire d'y installer une base de départ pour la prochaine attaque?

Depuis la fin de la rébellion de 1964, Laurent Kabila, l'adjoint de Soumialot, a pris le maquis dans le massif de l'Itombwe (entre l'extrémité orientale du lac Tanganyka, face au Burundi, et la pointe de Fizzi Baraka). Jamais les FAZ ne sont parvenues à l'en déloger! A portée de canon de Kisangani, à quelques kilomètres à l'intérieur du territoire soudanais, plusieurs milliers de Simbas attendent depuis la même époque que sonne pour eux l'heure de la revanche.

Jusqu'à ce jour le gouvernement de Karthoum est parvenu à les empêcher d'entreprendre une quelconque action militaire. Cela peut changer du jour au lendemain. Les incidents du Kwilu au mois de janvier dernier montrent à suffisance qu'un envahisseur venu de l'extérieur n'est pas nécessaire pour qu'éclatent des troubles sanglants. Ce qui s'est passé hier à Bandundu peut se produire demain au Kasai, au Kivu ou en tout autre point du territoire Zaïrois.

Quant au Katangais du F.L.N.C., tant que les rapports entre le Zaïre et l'Angola resteront aussi tendus qu'aujourd'hui leur menace ne cessera de peser sur l'ensemble des populations frontalières.

Guy VAN SCHOORE



L'A.N.C. participa également aux opérations de 1964, mais certains observateurs se contentèrent de les qualifier de «figurants en costumes»...

*Vingt-quatre et vingt-cinq novembre 1964,  
les parachutistes belges sautent sur Stan et Paulis*

## OPERATION DRAGON ROUGE

Kamina. Sur les pistes éclairées par les phares de tous les véhicules disponibles les silhouettes massives des avions américains s'animent brusquement. Treize C-130 vont décoller l'un après l'autre. En deux groupes. Les cinq premiers transportent chacun 64 parachutistes, la deuxième vague amènera le matériel et le renfort de 120 commandos du bataillon de Flawinne. L'opération «Dragon Rouge» vient de commencer.

De Bruxelles, Paul Henri Spaak vient enfin, après plusieurs jours de tergiversations, de donner le feu vert à l'intervention des para-commandos belges. L'aube du 24 novembre 1964 va bientôt se lever.

Sur la route de Kindu à Stan



1964, Stanleyville et Paulis furent le théâtre des mêmes scènes d'horreur qui viennent de se reproduire à Kolwezi. En 1964 le saut des paras Belges ne sauva que la vie d'une partie des otages. Les autres furent massacrés dès que les premiers parachutistes furent largués au-dessus de l'aéroport de Stan.

(aujourd'hui Kisangani), les véhicules de la cinquième brigade mécanisée, aux ordres du colonel Frédéric Vandewalle, s'ébranlent à leur tour. Objectif: par une action combinée des paras et des mercenaires de la 5<sup>e</sup> brigade prendre les rebelles en tenaille et libérer les otages qu'ils ont à plusieurs reprises menacé d'exécuter.

Les paras n'y croyaient plus. Après la mise en alerte du régiment et l'embarquement dans le plus grand secret sur la base militaire de Kleinbrogel, ils sont restés pendant deux jours en «stand by» sur préavis de trois heures à l'île de l'Ascension. Le 23 finalement ils ont réembarqué dans les C-130 à destination de Kamina. Cette fois, «ça y est». Ils brûlent d'en découdre avec les Simbas.

## POURQUOI PAS L'«OMMEGANG»?

Mais tous le monde ne partage pas leur «optimisme». L'opération sur Stan et Paulis ne risque-t-elle pas, en effet, d'être plus spectaculaire que réellement efficace. C'est ce que pense le colonel Vandewalle et son état-major. Pour eux, il ne fait aucun doute que la meilleure solution consiste à répéter l'opération réussie de la prise de Kindu. Tous les Européens de cette ville ont été sauvés. Les pertes en hommes et en matériel de la 5<sup>e</sup> brigade ont été réduites au strict minimum. La technique de l'«Omme-gang», c'est le nom que le colonel Vandewalle a donné au cortège bigarré de militaires belges, de merce-

naires de toutes origines et de soldats de l'ANC dont il assume le commandement, est simple: faire le plus de bruit possible en progressant de manière à convaincre les rebelles de l'inutilité d'un combat perdu d'avance. A Kindu, ce fut un véritable succès. Or, l'«Omme-gang» se trouve littéralement à portée de canon de Stanleyville qu'il atteindra d'ailleurs deux heures après le largage des paras du colonel Laurent. Dès lors, un parachutage ne s'impose absolument pas dans l'esprit du colonel Vandewalle. Le spectacle du largage risque au contraire d'avoir un effet catastrophique sur les rebelles qui risquent de mettre leur menace à exécution avant que les premiers parachutistes n'aient atteint le centre de la ville.





Défilé triomphal de paras dans les rues de Bruxelles.

## UN SUCCES « OFFICIEL »...

Et c'est effectivement ce qui s'est passé en 1964. Dès que les premières corolles de parachutes descendirent au dessus de l'aérodrome de Stan, à quelques six kilomètres du centre-ville, les otages confinés dans l'hôtel Victoria furent contraints par une vingtaine de Simbas de quitter les lieux et de prendre la direction de l'aéroport, où les paras commençaient à se regrouper. Arrêtés à la hauteur du Congo Palace, on les oblige de s'asseoir à même le sol.

Des Simbas se repliant devant l'avance des parachutistes belges ouvrirent le feu sur les 250 otages. Bilan du massacre: 22 morts (vingt Belges et deux Américains) et une quarantaine de blessés (tous de nationalité belge). Pendant ce temps, de l'autre côté du fleuve, les rebelles assassinaient encore une vingtaine de personnes.

A Paulis (opération Dragon Noir) la situation était différente.

La ville, en effet, se trouvait hors de portée des véhicules de la 5<sup>e</sup> Brigade et les informations qui en parvenaient étaient de plus en plus alarmantes. Les massacres systématiques d'otages européens commencèrent le 24 novembre. Ils furent poursuivis le 25

et tout laisse à penser que si les 11<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> compagnies n'avaient pas été droppées dur la ville aucun européen n'aurait survécu. Trois cents étrangers furent délivrés.

Mais, du fait même de la publicité faite autour des opérations de parachutages sur Stan et Paulis, plusieurs centaines d'Européens se trouvant dans les postes de brousse souvent fort éloignés des grands centres devinrent les otages virtuels de la première bande venue de Simbas fuyant le champs des opérations. Il fallut près de deux mois aux unités de l'ANC encadrées par les mercenaires européens ou sud-africains pour les récupérer tous.

Officiellement, cependant, il fut convenu que l'opération avait été un succès tant militaire que diplomatique. Ce qui n'empêcha pas M. Spaak d'affirmer le 26 novembre au cours d'une conférence de presse:

«Il reste certainement quelques dizaines de Belges dans le coin nord-est du Congo. Mais pour les retrouver il faudrait une opération militaire que nous ne pouvons envisager. La Belgique reste inquiète, angoissée même, en pensant au sort de ses compatriotes, mais ce serait faire preuve de pessimisme que d'imaginer qu'ils sont perdus...»

Selon différentes sources, il restait à ce moment entre 600 et 900 ressortissants étrangers vivant sous la menace directe des hordes de rebelles se repliant vers la frontière soudanaise. Certaines de ces bandes d'ailleurs ne manquaient pas de pugnacité. C'est ainsi que Paulis, libérée le 25 par les paras du colonel Laurent dut être reprise de haute lutte dans les premiers jours de décembre et fut littéralement assiégée par les forces rebelles qui ne cessèrent de l'attaquer jusqu'à l'arrivée des renforts de la 5<sup>e</sup> Brigade.

## ... OU UNE CATASTROPHE EVITEE DE JUSTESSE?

Outre les dangers inhérents à pareille opération, l'aventure de Stan et Paulis avait révélé la difficulté d'une coopération internationale réellement efficace. Les Américains n'avaient accordés leurs indispensables C-130 que du bout des lèvres. Il s'agissait dans leur esprit de participer à une action «humanitaire» limitée dans l'espace et dans le temps, ayant pour seul objectif la libération de la poignée de ressortissant américains prisonniers à Stan. Il était évident que les Etats-Unis voulaient à tout prix éviter un conflit d'ordre diplomatique au niveau des Nations Unies, où déjà tout le bloc afro-asiatique épaulé par les pays de l'est hurlait au génocide impérialiste et néocolonialiste. De même, pour calmer les humeurs de l'O.U.A. le States Département suggéra de remplacer aussi rapidement que possible les mercenaires sud-africains et rhodésiens par «des engagés volontaires d'autres nationalités, susceptibles d'être immédiatement intégrés dans l'A.N.C.»

Les Américains se firent discrets, se contentant d'aider matériellement le gouvernement congolais à venir à bout de la rébellion, les paras belges le furent un peu moins en défilant triomphalement à Bruxelles et les hommes politiques de tout bord s'attribuèrent courageusement le mérite d'une opération qui frôla la catastrophe.

Les plus optimistes pensèrent que les milieux politiques en tireraient une leçon bénéfique pour l'avenir et que plus jamais pareille situation ne se présenterait. En 1978, à la lumière des derniers événements de Kolwezi les rangs des optimistes impénitents se sont sensiblement éclaircis et ceux qui, hier encore se contentaient de propos lénifiants affirment aujourd'hui que l'explosion de violence et de haine qui vient d'ensanglanter le Shaba était imprévisible. Imprévisible?





*LA CHRONOLOGIE D'UN DRAME*  
*OU*  
*L'INCAPACITE DES POLITICIENS*  
*DE DEPASSER LEURS QUERELLES PARTISANES*

**Samedi 13 mai**

En cette période de l'année, juste à la fin de la saison des pluies le soleil se lève peu après cinq heures. En Afrique Centrale, on a l'habitude de travailler tôt le matin. A 7 h au plus tard tout le monde a gagné l'usine ou le bureau et la plupart des magasins ont déjà ouvert leurs portes. Deux explosions retentissent entre le P 2, le nouveau quartier européen sur la route de Lubumbashi et l'aéroport qui se trouve à une dizaine de kilomètres. Certains piquent un nez dehors pour voir ce qui se passe. Petit à petit le bruit de la mousqueterie se rapproche. On distingue nettement le staccato des mitrailleuses point 50 et le sifflement suivi d'une sourde explosion des mortiers. Un boy arrive en courant « Patron, patron, c'est la guerre ! » bientôt apparaissent les premiers véhicules escortés de soldats à pied qui investissent systématiquement la ville.

Ce sont des Katangais venus d'Angola, comme l'année dernière. Mais ils ont transité par la Zambie cette fois et semblent avoir minutieusement préparé leur coup. En quelques heures, la ville sera prise.

« Ils arrivaient de tous les côtés en même temps, commentait un rapatrié à son retour à Zaventem. Ils n'avaient

pas l'air de bandes désorganisées mais d'une armée travaillant par petites unités autonomes suivant un plan savamment établi. Des officiers, que les rebelles appellent systématiquement « commandants », comme s'il s'agissait du seul grade ayant cours dans leur armée, tentent de rassurer les Européens. Il y a cependant déjà plusieurs morts parmi la communauté européenne de Kolwezi, mais l'ensemble des blancs l'ignorent.

En investissant la ville, les rebelles ont commencé par prendre l'aéroport seul endroit par lequel il serait éventuellement possible d'acheminer des renforts car une dizaine d'hommes retranchés et puissamment armés suffisent à couper la route Likasi-Lubumbashi.

Du même coup, la ville assiégée a perdu tout moyen de communication avec le monde extérieur.

La journée se passe en escarmouches avec les retardataires des FAZ qui n'ont pas eu le temps de prendre la poudre d'escampette. Quelques parachutistes zairois semblent cependant vouloir se défendre du côté du QG. Mais ils seront rapidement submergés.

Personne semble-t-il ne s'attendait à une attaque rebelle, qui, simple répétition de l'année passée s'est produite en fin de semaine.



## Dimanche 14 mai

Le monde extérieur ne sait toujours rien de ce qui se passe à Kolwezi. Un groupe de journalistes belges quitte le Burundi en ignorant tout de la situation. C'est à leur arrivée à Zaventem le soir qu'ils apprendront que des combats se déroulent depuis un ou deux jours au Shaba.

Sur place, les Européens ont reçu l'interdiction de sortir de chez eux. Les premiers incidents graves se produisent. Selon certains témoignages la

«chasse aux Français» commencera à l'aube et se poursuivra plusieurs jours. Des Libanais, que les rebelles prennent pour des Marocains sont jetés dans un lac et mitraillés. On ignore s'il y eut des survivants parmi eux. Les premiers pillages commencent. Ils sont surtout le fait de très jeunes rebelles qui agissent par bandes. Ils commencent par réclamer de la nourriture et de l'alcool. Entre-temps la brasserie de Kolwezi est «tombée» et des soldats ivres prendront rapidement la relève des premiers pillards.

Les quartiers africains sont en ébul-

lition. Personne ne sait exactement ce qui s'y passe mais on murmure que des «commissaires politiques» nantis de listes en sillonnent les rues à la recherche de tous ceux qui ont fait montre d'un zèle excessif au service du régime de Kinshasa. Ils seraient aussitôt traduits devant un «tribunal du peuple» et exécutés. En fin d'après-midi, les agences de presse annoncent qu'une deuxième guerre du Shaba vient de commencer et que les villes de Mutshasha et Kolwezi seraient entre les mains de forces armées venues d'Angola par la Zambie et encadrées par des Cubains.





Pour la deuxième fois en un an le président Mobutu a du faire face à une invasion de « Katan-gais » venus d'Angola.



Carcasses d'avions détruits par les rebelles sur l'aéroport de Kolwezi.



L'arrivée du 2<sup>e</sup> R.E.P. à Kinshasa. Dès le lendemain, 400 légionnaires seront droppés sur Kolwezi.

## Lundi 15 mai

La situation à Kolwezi se détériore d'heure en heure. Les rebelles auxquels sont venus se joindre des civils mettent les cités européennes en coupe réglée. Les pillards veulent tout et tout de suite. Un homme refuse de donner les clés de sa voiture, il est battu sur le champ. Parfois, ils se contentent des transistors ou des montres bracelets, d'autrefois ils

réclament de l'argent. Les plus excités voient des mercenaires partout et veulent les exécuter. Kinshasa mentionnera quelques jours plus tard une contre-attaque de ses parachutistes lundi matin. Mais aucun des rapatriés que nous avons vu n'en a gardé le souvenir... Pourtant plus d'un millier de soldats zairois se trouvent à moins de quinze kilomètres de là, en protection des barrages Delcommune et Le Marinel. N'ayant pas été attaqués, ils

n'interviendront pas pour tenter de dégager la ville.

A Bruxelles, dans les milieux politiques on se tâte. Ne disposant d'aucune information précise sur la situation des ressortissants belges personne n'ose encore évoquer une intervention militaire dans le style de celle de 1964. A Paris, par contre, il semble qu'on ait déjà une vue plus circonstanciée des événements du week-end.







Une fois de plus Valéry Giscard d'Estaing a volé au secours de son grand ami Mobutu.



Natanaël Bumba





Au sortir d'une des réunions du Comité de Crise, Leo Tindemans, accompagné de son ministre des Affaires Etrangères, Henri Simonet, s'adresse aux journalistes.

## Mardi 16 mai

Dans les rues de Kolwezi transformées en dépotoir, quelques cadavres commencent à pourrir au soleil. Des coups de feu éclatent sporadiquement, parfois isolés, parfois en fusillade nourrie. Les Européens qui ont pu conserver un poste de radio restent nuit et jour à l'écoute des émissions mondiales de l'ORTF et de la RTBF. En vain. Tout commence à manquer et sans le dévouement de leurs boys, nombre de familles seraient démunies de tout. Il n'y a plus d'électricité depuis deux jours et la nourriture accumulée dans les frigos est bonne à jeter. L'eau également a été coupée, il faut rationner le stock de bouteilles d'eau minérale. Des Européens sont sortis de force de leur maison et emmenés au quartier général des rebelles pour vérification d'identité. Certains n'en reviendront pas. Les agences de presse parlent de quatre morts. On dit aussi que des femmes auraient été violées.

A Bruxelles, un comité de crise réunit le premier ministre, ainsi que les ministres des Affaires Etrangères, de la Défense Nationale, des Communications et de la Coopération. Il apparaît immédiatement que les partis de la coalition gouvernementale ne sont pas d'accord sur la politique à suivre. Tandis que le FDF en la personne de M. Outers opte pour l'intervention militaire immédiate, le parti socialiste, représenté par le ministre des Affaires Etrangères M. Simonet ne veut en aucun cas prêter le flanc à la critique

en soutenant directement ou indirectement le régime du président Mobutu. Depuis des mois, le ministre tente un rapprochement avec l'Angola où il devait se rendre le mois prochain. Une attitude trop nette risque de compromettre sa politique d'ouverture en direction des gouvernements africains progressistes. Le Premier Ministre Tindemans reste dans une prudente expectative. Lui aussi semble déjà songer à l'après-Mobutu et ne veut pas hypothéquer les chances de réussite de la politique suivie par son parti dans le sens d'une coopération européenne avec l'Afrique, susceptible de prendre la relève des Américains sur le continent noir.

A Londres, Bonn et Paris, on suit de près le développement de la situation. L'Elysée semble disposer de meilleurs renseignements et fait savoir à ses partenaires que la France est disposée à intervenir militairement dans les plus brefs délais. Depuis mardi, en effet, le colonel Yve Gras, commandant de la mission militaire française au Zaïre, s'est rendu compte que, contrairement à leurs premières déclarations les Zaïrois ne sont absolument pas maîtres de la situation. L'assaut des parazaïrois contre Kolwezi est une fable. Par contre, les écoutes radios ont confirmé le colonel Gras dans sa certitude que les Européens sont gravement menacés. Un message de Nathanaël Bumba précise qu'avant de se replier tous les Européens doivent être exécutés et que toutes les installations de la Gécamine doivent être détruites. C'est un véritable SOS qu'il envoie à Paris.









Départ des légionnaires

### Mercredi 17 mai

Le cauchemar continue pour les Européens de Kolwezi à qui aucune vexation n'est épargnée. Le bruit circule que des hélicoptères américains seraient venu évacuer une centaine de ressortissants américains. La nouvelle ne sera jamais confirmée... Une partie des Européens est regroupée au collège Jean XXIII. L'hôtel Impala, où logeaient les cinq militaires français chargés de la maintenance du matériel vendu au Zaïre et que les rebelles ont emmenés dès la prise de la ville, est saccagé de fond en comble.

A Paris, le ministère des Affaires Etrangères et le ministère des Armées ont submergés de messages de plus en plus alarmants de la part de la mission militaire française à Kinshasa.



Les paras belges sont consignés. On ne sait toujours pas à ce moment s'il s'agit d'une mesure d'intimidation ou de la préparation d'une opération de sauvetage.

### Jeudi 18 mai

Tandis qu'à Kolwezi se poursuivent les massacres et les exactions, l'intervention des Etats-Unis et de l'Europe semble de plus en plus compromise. Dans la nuit de mercredi à jeudi cependant les autorités françaises ont décidé d'intervenir seules et le colonel Gras est prévenu qu'une opération va être effectuée et qu'elle sera confiée aux légionnaires du 2<sup>e</sup> R.E.P.

A Stuttgart, c'est la foire d'empoigne: les Français veulent intervenir en force, les Belges n'entendent pas dépasser le cadre d'une intervention strictement humanitaire, c'est-à-dire se contenter d'évacuer les civils européens, les Allemands dont les installations de l'Otrag ne sont pas directement menacées par les rebelles

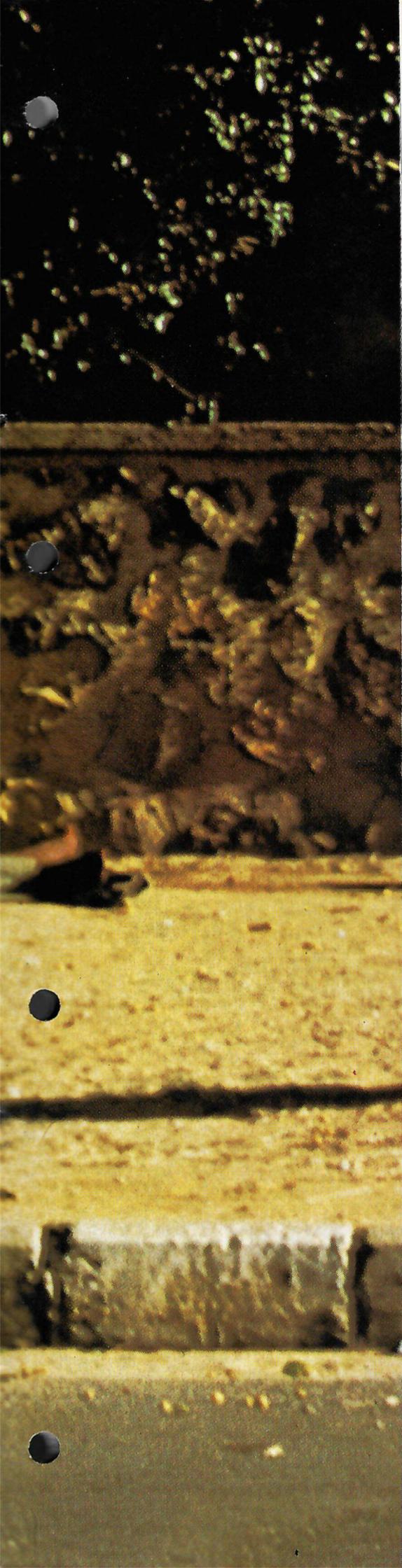
et qui savent pouvoir compter sur leur propre milice sur place se montrent réticents, les Américains acceptent d'assurer la logistique d'une opération militaire à laquelle les Anglais refusent de participer. En annonçant le refus de la Grande-Bretagne de participer à une opération, la BBC confirme ce dont tout le monde commençait à se douter: une opération est en cours.

A Calvi le 2<sup>e</sup> R.E.P. est consigné, mais on se refuse officiellement à tout commentaire. Les paras belges sont également en alerte. L'embarquement des para amenés à Melsbroek dans des autobus vicinaux ressemble à une sinistre mascarade. En 1964, le secret de l'opération Dragon ne fut dévoilé qu'après la réussite de l'opération. Cette fois c'est tout juste si les rebelles, également à l'écoute de Radio France et de la RTB ondes courtes ne disposent pas d'une copie des plans de l'état major... Alors que les premiers paras français débarquent à Kinshasa, le gouvernement belge fait savoir à la France que les Belges ne seront pas opérationnels avant samedi.

Paris et Bruxelles n'arrivent pas à accorder leurs violons. Au cours de la nuit le ministre belge de la Défense Nationale est averti par des pilotes belges en manœuvre en Corse que le 2<sup>e</sup> REP vient d'embarquer à bord d'avions d'Air France et d'UTA.

A Bruxelles, pendant ce temps,







L'attente des paras du 2<sup>e</sup> R.E.P.



## Vendredi 19 mai

A Kolwezi, les Katangais et leurs otages ont suivi au transistor les développements de ces dernières heures. Tous ont la conviction que les paras arriveront trop tard. Certains n'y croient plus. Les rues sont jonchées de cadavres et les fusillades reprennent de plus belle.

A Kinshasa, craignant l'imminence d'un désastre, le colonel Gras en accord avec le colonel Erulin qui commande les parachutistes français obtient de Paris d'avancer l'opération de douze heures. Au lieu de sauter à l'aube du samedi 20 mai les légionnaires auront droit à quelques heures de

Un « Transall » français survole Kolwezi.



repos avant d'être engagé le jour même. Les états major s'activent et la décision est prise de dropper une première vague au centre même de la ville, sur la minuscule piste de l'aéroclub.

A Bruxelles, l'état major de crise se réunit une fois de plus, à cinq heures du matin. Avec la France, on est au bord de l'incident diplomatique. Finalement, Tindemans décide d'appeler lui-même Giscard d'Estaing qui lui confirme sa volonté d'intervention immédiate. A l'heure de leur entretien les paras belges se trouvent encore quelque part au-dessus de l'Atlantique. Les avions militaires ne pouvant traverser l'espace aérien algérien doi-

vent faire un énorme détour. Et le voyage qui en Boieng dure normalement moins de huit heures sera de 23 heures pour les C-130. Ils débarqueront des paras morts de fatigue et totalement inaptes au combat immédiat.

En France, les radios annoncent que les paras ont sauté. Le Quai d'Orsay dément en fin de matinée. Ce n'est qu'à 17 h 20 que le porte-parole de l'Elysée lira un bref message pour annoncer qu'une première unité de para français a sauté sur le centre de Kolwezi dans le but d'assurer la sécurité des Français et des étrangers. Leur mission s'arrêtant au moment où les autorités locales seront capables de prendre la relève.»

A quinze heures, 400 légionnaires aux ordres du colonel Erulin sautent sur Kolwezi. Le vent est très fort mais ne compromettra pas le regroupement des unités qui s'effectue derrière le rideau d'arbres qui protège la piste de l'aéroclub. Chaque section a un objectif prioritaire, les paras se mettent immédiatement en branle et sont étonnés de ne pas rencontrer de résistance lors de leur entrée en ville.

Après un certain flottement, les rebelles réagissent et des combats sporadiques opposent les légionnaires à des groupes désorganisés de Katangais.

Pour les Européens c'est l'explosion

de joie après une semaine de terreur et de massacres. Dès que les premières corolles blanches ont apparu dans le ciel, certains se sont précipités, au risque d'être fauchés par une balle amie.

A Bruxelles, le soir c'est à la fois le soulagement et la consternation. Pourquoi avoir attendu si longtemps. L'opinion publique ne comprend pas que les paras belges aient laissé faire le boulot par les légionnaires. Tindemans et Simonet poursuivent leur duo sur le caractère strictement humanitaire de la mission confiée à nos troupes. Comme si les deux actions pouvaient être dissociées sur le terrain! Les premières nouvelles de Kolwezi parviennent en Europe. Elles sont terrifiantes: le nombre de morts européens dépasserait largement la centaine. La ville de Kolwezi ne serait plus qu'un immense charnier. Le matin encore les journaux parlaient de la possibilité d'une solution pacifique à l'évacuation des Européens. Certains parlementaires socialistes ne désespéraient pas d'aboutir à un accord avec les soit-disant représentants du FLNC à Bruxelles dont un des beaux fleurons est un étudiant raté, co-exploitant d'un bar à Bruxelles, atteint depuis quelques années d'un virus de progressisme militant mais qui jusqu'à plus ample information ne représente que lui même et la poignée d'inconscients qu'il traîne dans son sillage...





L'aéroport de Kolwezi a été entièrement détruit par les rebelles.





Le général Mobutu en tenue Léopard en «visite sur le front»...



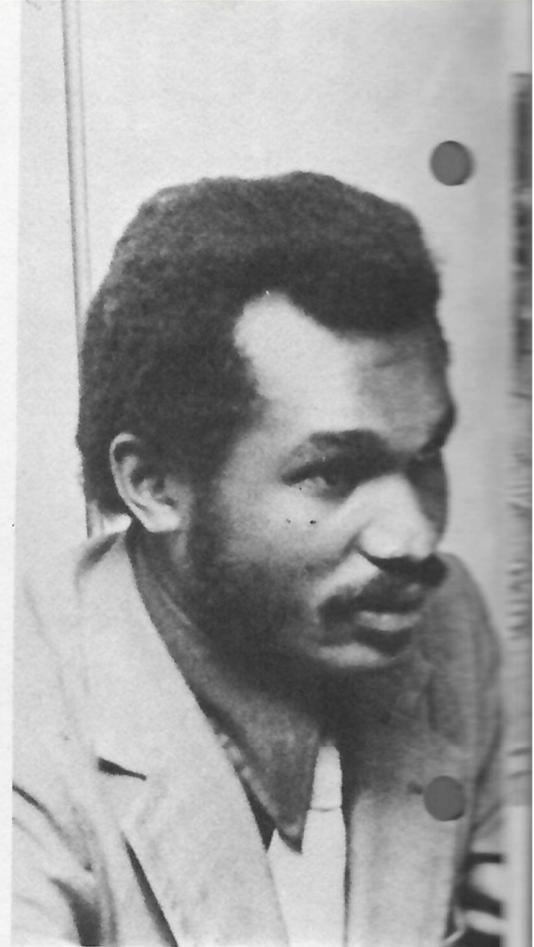


L'armement des légionnaires (fusil à lunette infrarouge) leur permet de faire face à n'importe quel type de combat.

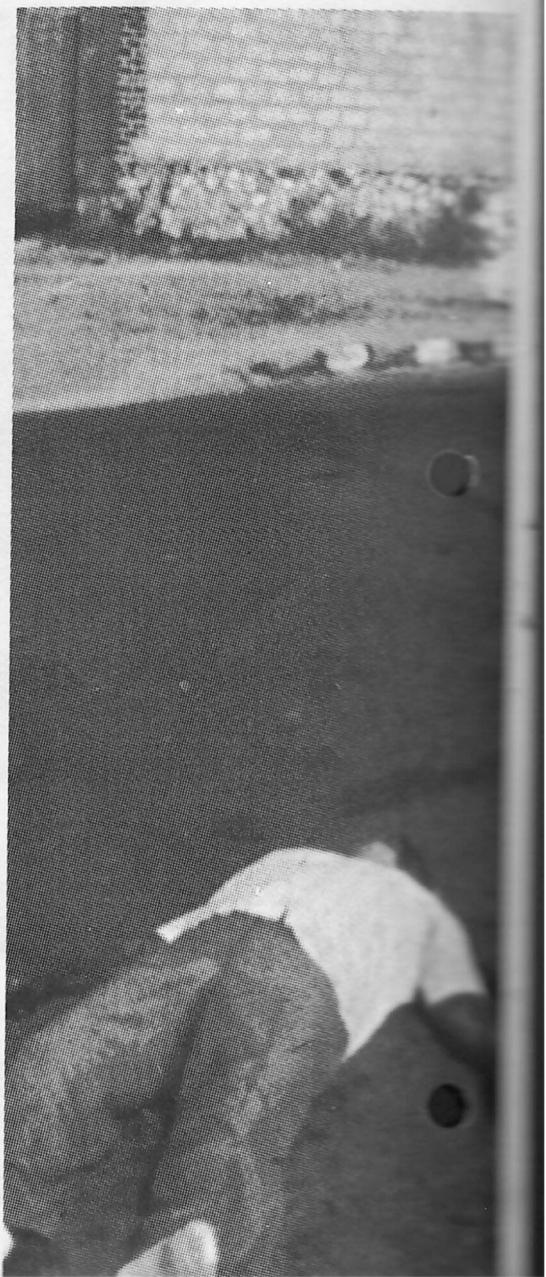




Conférence de presse avortée de M. Mbemba, le nouveau secrétaire du M.A.R.C. qui a remplacé Kanyonga Mobateli décédé accidentellement voici quelques jours.



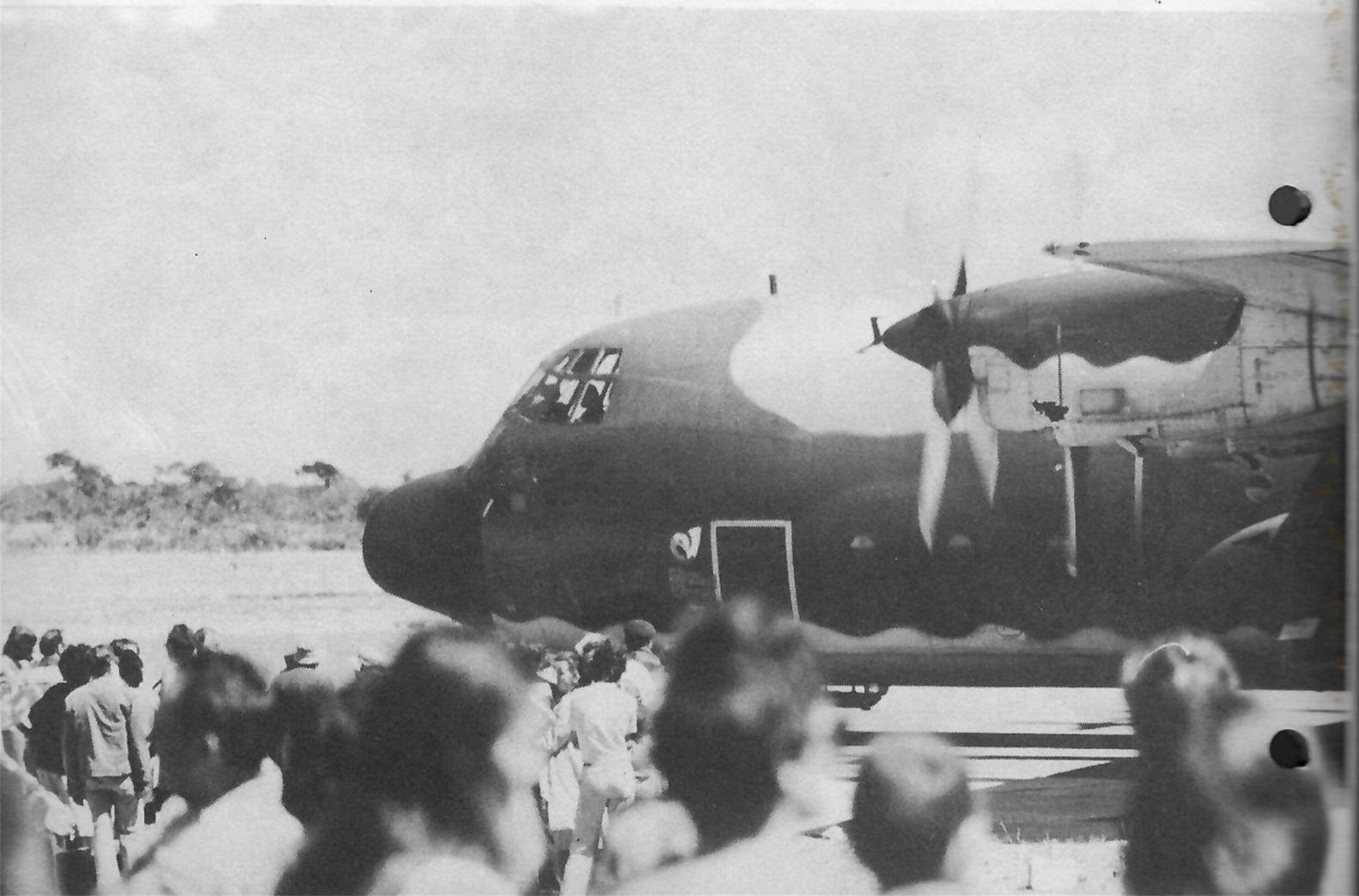
Le colonel Yves Gras, commandant de la mission militaire française au Zaïre en conversation avec le colonel Erulin, patron du 2<sup>e</sup> R.E.P.







Kinshasa, le 20 mai 1978. Arrivée des premiers évacués de Kolwezi.





La nuit de samedi à dimanche, à Zaventem; le ministre Chabert fait face aux familles qui attendent les rapatriés depuis l'après-midi.



A Zaventem les familles des réfugiés ont attendu toute la nuit devant ce guichet.

## Samedi 20 mai

Dans les rédactions, tout le monde est sur le pont. Depuis cette nuit les téléscripteurs n'arrêtent pas de crépiter. Les bilans s'accumulent, s'alourdissant d'heure en heure. Les légionnaires ont découvert dans une villa un charnier avec une quarantaine de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants. Presque tous ont été mutilés sauvagement. On commence à recenser les morts. Plus personne n'ose avancer de chiffre. On apprend de plus que dans leur repli les Katangais ont emmené des otages. Combien sont-ils? On avance le chiffre d'une dizaine, mais ils deviennent rapi-

dement une soixantaine. Une semaine plus tard, 289 européens seront toujours portés disparus.

Les paras belges arrivés à Kamina depuis la veille entrent enfin en action. Sans coordination effective avec les légionnaires du REP, ils entament l'évacuation des étrangers vers Kamina.

A Bruxelles pendant ce temps, la foire d'empoigne au sein du comité de crise n'est pas prête de se terminer. Tandis que Simonet insiste lourdement sur la différence essentielle de l'intervention française, Lucien Outers, sans en référer au gouvernement semble-t-il, envoie un télégramme de félicitation aux paras français.

Si le gouvernement n'avait pas à résoudre le problème de la sidérurgie et à faire face à une situation économique loin d'être brillante, il ne fait aucun doute qu'une telle crise eut marqué la fin de l'équipe Tindemans deuxième mouture.

Vers treize heures, une station périphérique annonce que les premiers réfugiés ont été embarqués à Kamina et qu'ils sont attendus à Bruxelles vers 16 heures. A partir de 15 h 30, une foule de parents et d'amis attendant des nouvelles des rapatriés se presse devant l'un des guichets «départ» provisoirement transformé en centre de renseignement et d'accueil. Leur nombre croîtra au fil des heures et plusieurs centaines de personnes venues de province passeront stoïquement la nuit sur les banquettes de l'aéroport espérant toujours que les avions reviendront plus tôt que prévu. Vers minuit, on annonce que le premier avion, un 747 décollera à deux heures du matin. Entre-temps on s'aperçoit qu'on est sans nouvelle de trois 707. Un responsable de la régie admet, l'air penaud, qu'ils sont soit entre Kamina et Kinshasa où sont regroupés les réfugiés, soit entre Kin et Bruxelles...!

Finalement le 747 décollera à 5 h 20! Tout heureux le responsable de la régie vient en faire l'annonce aux familles toujours rassemblées devant le guichet Shaba, en précisant que dans quelques minutes les services de Sabena disposeront de la liste des passagers de ce premier vol. Une demi-heure plus tard, la mine défaite il viendra s'excuser en annonçant que le télex est en panne à Kinshasa...

Trois avions finalement se poseront dimanche à Zaventem. Le roi, la reine, les princes de Liège et une poignée de ministres viendront saluer les premiers rapatriés. Le temps d'une photo et ils s'éclipsent. Quant au Premier ministre, il fuira littéralement devant la meute des journalistes se refusant à toute déclaration.

Le huitième et dernier avion se posera lundi en début d'après-midi, tandis que les premiers réfugiés commenceront à arriver à Paris.

On attendait beaucoup des débats parlementaires qui, tout le monde l'espérait, allaient enfin éclairer la position du gouvernement belge, tant à l'égard de la France que du Zaïre et expliquer les raisons de la lenteur de l'action entreprise. On n'eut droit qu'à un brouet insipide de démagogie, d'autosatisfaction et de propos dilatoires.

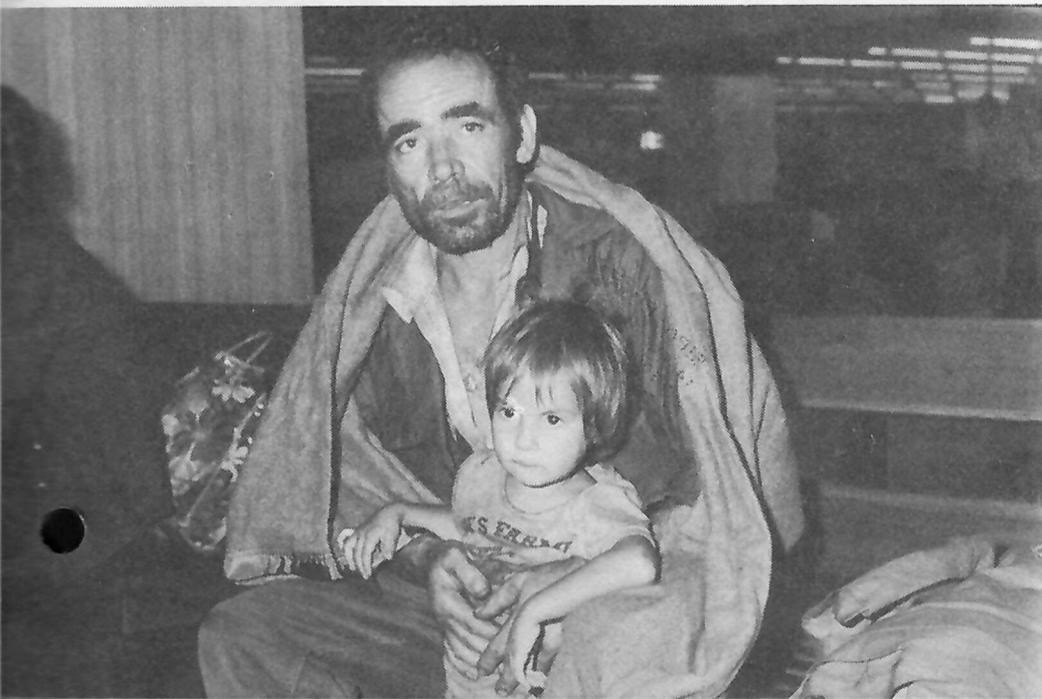




▲ Sur l'aéroport de Kolwezi des centaines de réfugiés attendent de prendre place dans les avions qui les emmèneront loin de la cité d'horreur.

◀ Quarante cadavres d'Européens entassés dans ce charnier témoignent de la sauvagerie des «gendarmes katangais».

Ils ont tout abandonné à Kolwezi. Les fillettes ont conservés leur bien le plus précieux: leurs poupées, tandis que les garçons ramènent fièrement un «trophée de guerre».





Armes reprises aux rebelles. Elles sont de toute provenance mais principalement d'origine soviétique.



Les parachutistes de Mobutu sont très fiers de munitions...





Un légionnaire contemple un important stock d'armes abandonnées par les Katangais dans leur repli.

d'avoir découvert ce mortier avec ses caisses

Cette fois les rebelles disposaient d'armes anti-char, de mitrailleuses et de mortiers légers.





Le ministre de la Défense Nationale a refusé de donner aux journalistes l'autorisation d'embarquer sur les avions emmenant les paras. Le voici lors du retour de ses troupes.

## L'ODYSSÉE DES PARAS BELGES...

Ils étaient gonflés à bloc. Mais déçus de rentrer en Belgique. Déçus de n'être pas restés là-bas pour aider les paras de la Légion à poursuivre les rebelles katangais qui avaient fui en emmenant des otages européens avec eux. La plupart d'entre eux avaient le sentiment de n'avoir pas accompli leur mission jusqu'au bout. Ils auraient voulu faire plus et mieux, disaient-ils. Pacifier la région définitivement. Et rester sur place pour assurer le maintien de l'ordre. Certains même murmuraient lorsque le ministre Paul Vanden Boeynants prit la parole pour les congratuler, les félici-



Les premiers paras sont revenus en Belgique : mission accomplie.

ter pour leur courage et leur conduite irréprochable. Ils avaient sauvé la population européenne de Kolwezi, et il semblait que cette lettre de noblesse leur donnait le droit de dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec les politiciens qui, eux manquaient de courage et de détermination puisqu'ils les avaient fait rentrer, du moins la moitié d'entre eux. Bien sûr, tout cela n'était que murmures qui n'arrivaient pas à la tribune, ni aux oreilles de l'orateur. Et puis tout de même, un ministre est un ministre, et pour un militaire celui de la Défense Nationale avait tout de même été parmi les plus courageux.

Peu de coups de feu furent échangés entre les troupes belges et les hordes rebelles de Kolwezi. Les paras français avaient déjà nettoyé considérablement le terrain. Et lorsque les belges arrivèrent il ne subsistait plus que quelques poches de résistance et des rebelles isolés, pillards attardés ou hommes de troupe de l'armée zaïroise qui avaient jeté leur serment de fidélité au président Mobutu aux orties. Ce qui explique en partie la grande peur panique de tous les européens, c'est que l'armée zaïroise n'est pas sûre. Qu'elle est prête à tourner casaque à tout moment, à suivre n'importe quel

chef, n'importe quel tribun, militaire ou non, Katangais ou pas. Nombreux sont les témoignages qui prétendent que nombreux étaient les soldats de l'armée zaïroise qui s'étaient joints aux rebelles. D'autres témoignages prétendent même que la plupart des exactions est des crimes furent commis pas une fraction de la population noire de Kolwezi à laquelle des soldats zaïrois s'étaient fondus après avoir enlevé leur uniforme.

Quelques combats pour reprendre l'hôpital de Kolwezi, d'autres escarmouches à hauteur de la gare Mais il est sûr que certains groupes de paras



**Retrouvailles dans la joie. Les paras belges reviennent, mission accomplie. Mais la moitié des effectifs engagés est restée sur place.**

belges chargés d'aller chercher chez eux les civils européens n'ont eu à essayer aucun coup de feu et n'appuyèrent à aucun moment sur la gâchette de leurs armes. Ce qui étonne à propos de ces groupes d'intervention belge, c'est leur armement assez disparate et même vieillot. On s'attendait à les voir avec les derniers fusils FAL de la FN... et un équipement flambant neuf. Non. Des fusils, des mitraillettes, des fusils-mitrailleurs relativement usagés. On s'attendait aussi à les voir avec les uniformes où ne manquait pas une pression. Non plus. Des tenues de camouflages dont certaines étaient usées

jusqu'à la corde au point d'être parfois décolorées. Etonnant. Rien à voir avec le film d'une super-production américaine. Ils ressemblaient plutôt à une bande de guerrilleros plutôt qu'à une des soldats d'une armée gouvernementale. Ce qui n'empêche qu'ils étaient sympathiques et souriants et qu'ils racontaient des choses terribles qu'ils avaient vues. Dans ces moments-là, soudainement ils devenaient graves.

L'opération a été magistralement préparée. Chaque soldat avait reçu un plan précis de la ville sur lequel on avait indiqué où exactement il y avait des européens à récupérer. La rue, la

maison même était indiquée sur le plan. A se demander comment l'Etat-major avait fait pour procéder avec une telle précision? C'est en allant chercher les européens chez eux que les paras belges découvrirent les pires atrocités. Des gens horriblement massacrés à leur domicile, dans leur maison ou leur appartement. Des femmes que l'on avait découpées en morceaux, des enfants sur lesquels on avait tiré au fusil de guerre et dont l'impact d'une balle avait arraché la moitié du visage. On comprend mieux pourquoi certains jeunes miliciens des paras, après avoir vu de telles scènes, auraient préféré rester sur place pour

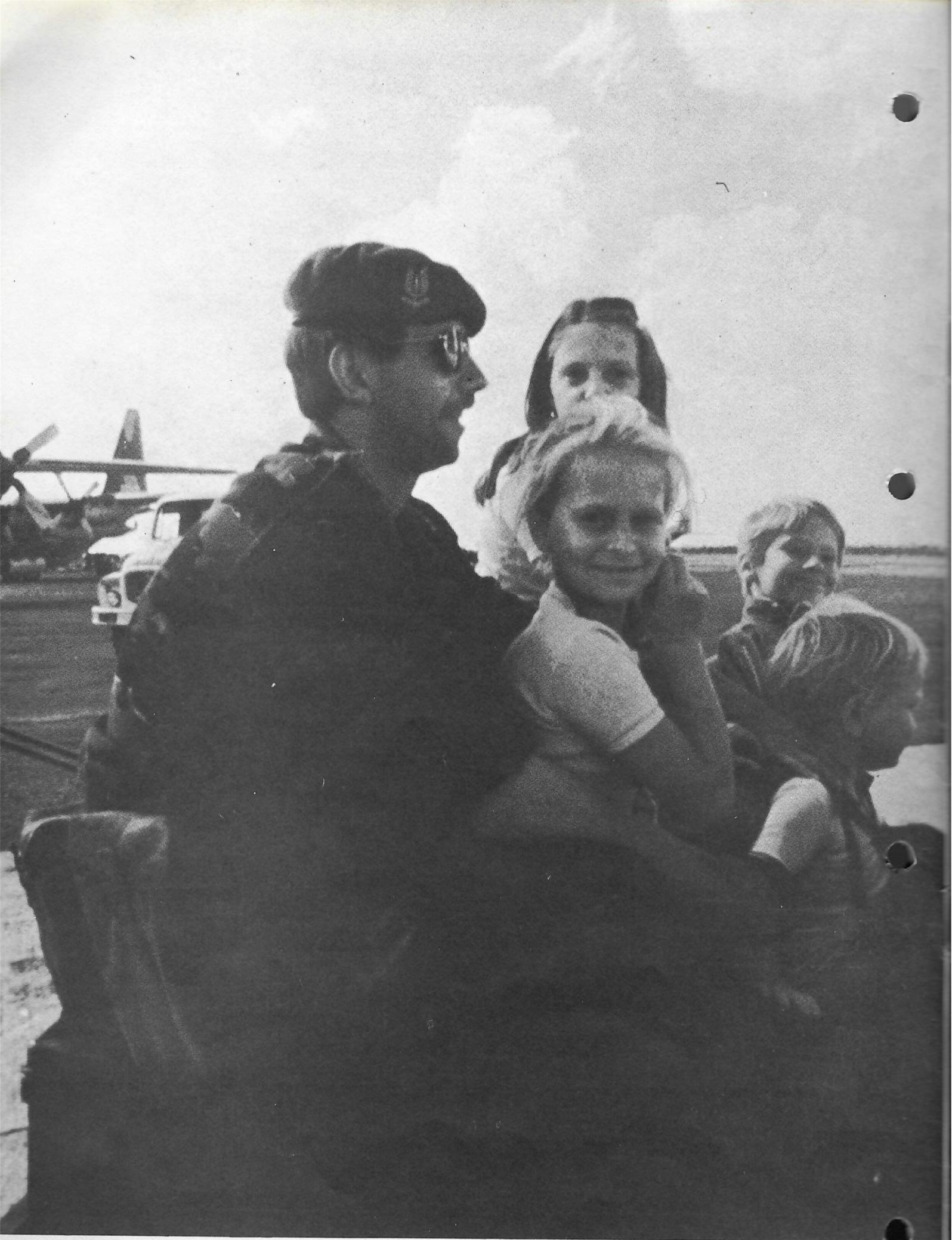


A Melsbroek les paras reviennent. L'ambiance n'est pas à la joie.

poursuivre et retrouver tous les coupables et venger ceux qui étaient morts. On comprend mieux aussi pourquoi certains murmuraient contre les politiciens qui avaient tenté d'abord de les empêcher de partir, puis, qui, selon eux, avaient réussi à les faire rentrer le plus tôt possible. Il y a des images qu'on n'oublie pas parce qu'elles restent inscrites à l'encre indélébile dans les mémoires. Celles qu'ils avaient ramenées de Kolwezi étaient de celles-là. Elles avaient brûlé leurs yeux mieux que le soleil, laissant des talos rouges derrière leurs paupières. Certains d'entre-eux, sur le tarmac de l'aérodrome militaire de Zaventem, en

voyaient «rouge» encore. Ceux-là avaient une admiration sans bornes pour les paras français de la Légion Etrangère, d'autres trouvaient que ces derniers y avaient été «un peu fort» tout de même. Ils prétendaient qu'ils les avaient vu tirer sur tout ce qui bougeait. Chiens ou chats compris. Mais ils reconnaissaient que parfois il faut avoir le doigt sur la gâchette et tirer vite si l'on veut rester soi-même en vie. Ils reconnaissaient aussi que les paras français après avoir découvert les premiers les charniers dans la ville, ne pouvaient pas être calmes et pondérés. Bien sûr, on ne se promène pas dans Kolwezi de la même manière que

l'on fait une partie d'échecs dit l'un d'eux. La guerre, c'est du western dit un autre, il faut souvent pouvoir tirer le premier. Les européens massacrés à Kolwezi, eux, n'avaient pas tiré du tout. En général, ils sont fiers d'avoir pu sauver les autres, et même quelques femmes qui, quelques jours auparavant, pleuraient de voir partir leur mari para-commando, criaient à la cantonnade qu'elles étaient fières de leurs maris, fières qu'ils avaient participé à ce sauvetage des européens de Kolwezi. Elles disaient cela avec des larmes dans les yeux et follement heureuses aussi de les voir tous revenir sains et saufs.



édité par les Editions des Archers 123, av. de la Liberté, 1080 Bruxelles.

Responsable de la publication : Alain Decker.

Photo : GAMMA, SIPA.

Couverture : SIPA

Imprimé en Belgique

